



Le député du Social Democratic Front revient sur les raisons qui ont poussé sa formation politique à contester l'adoption du projet de loi de finances.

Le 27 novembre, le Sdf a soumis une question préalable à l'adoption du budget. Une grande première...

Le fait pour le SDF de soumettre une question préalable à l'adoption du budget n'est pas nouveau. En réalité nous l'avons toujours fait et ce en conformité avec l'article 57 (3) du règlement intérieur de l'Assemblée Nationale. C'est une démarche de principe car nous savons qu'elle ne peut pas prospérer du fait de la majorité obèse du parti au pouvoir. Mais elle permet de prendre l'opinion à témoin et surtout de mettre le régime dictatorial de Yaoundé devant ses contradictions !

Vous évoquez la violation de la loi à travers notamment les dépôts tardifs des documents. C'est pourtant devenu une habitude...

Vous avez raison ; l'exécutif viole systématiquement et grossièrement la loi à travers le dépôt tardif des documents. C'est une pratique que nous n'avons eu de cesse de dénoncer. Chaque fois que nous montons au créneau le gouvernement promet de corriger ces dérives mais nous constatons qu'il n'en a pas la volonté ! C'est ce qui explique notre ras le bol... Trop c'est trop

!

Peut-on vraiment dire que dans ces conditions, le budget n'est jamais véritablement étudié à l'Assemblée ?

Dire que le budget n'est jamais véritablement étudié relève d'un doux euphémisme ! Comment voulez-vous que nos collègues membres de la commission des finances fassent correctement leur travail lorsqu'ils sont soumis à un rythme d'enfer, obligés parfois de recevoir jusqu'à 10 ministres par jour ?

Peut-on voir cette action comme une façon pour le Sdf de se positionner à nouveau en première ligne de l'opposition après le mauvais score de l'élection présidentielle ?

En vérité, nous n'avons pas besoin d'une action pour nous positionner en première ligne, dans la mesure où nous sommes constamment en première ligne. Notre contre-performance à l'élection présidentielle n'est qu'un simple accident de parcours. L'info claire et nette. Déjà l'année dernière, pour obliger l'Assemblée à inscrire la crise anglophone à l'ordre du jour, nous avons lancé l'opération « blocus » qui a paralysé l'hémicycle pendant un mois ! Nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que ce pays change.

Le Jour
